

2023 DJS 35 Centre Paris Anim' Richard Wright (6^{ème}) et ses annexes - Délégation de service public pour la gestion de l'équipement - Approbation du principe de passation

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ainsi que les articles L. 1410-1 à L. 1410-3, L. 1411-1, L. 1411-3 à L. 1411-19 ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu le vote du Conseil du 6^{ème} arrondissement en date du 2 novembre 2022 décidant du mode de gestion déléguée pour le centre Paris Anim' Richard Wright (6^{ème}) et ses annexes Hautefeuille (6^{ème}) et La Bourdonnais (7^{ème}) ;

Vu le projet de délibération en date du _____ par lequel Madame la Maire de Paris soumet à son approbation le principe de passation d'une convention de délégation de service public pour la gestion du centre Paris Anim' Richard Wright (6^{ème}) et ses annexes Hautefeuille (6^{ème}) et La Bourdonnais (7^{ème});

Vu l'avis du 17 février 2023 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux prévue à l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Sur le rapport présenté par Mme Hélène BIDARD au nom de la 6^{ème} commission ;

Délibère

Article 1 - est approuvé le principe de la passation d'une convention de délégation de service public pour la gestion du centre Paris Anim' Richard Wright (6^{ème}) et ses annexes Hautefeuille (6^{ème}) et La Bourdonnais (7^{ème}).

Article 2 - la Maire de Paris est autorisée à engager, sur la base du rapport prévu par l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales et joint à la présente délibération, la procédure de consultation ainsi qu'à accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation de service public et, en application de l'article R. 3121-6 du Code de la commande publique, lorsque qu'aucune candidature ou aucune offre n'a été reçue ou lorsque seules des candidatures irrecevables ou des offres inappropriées ont été déposées, à recourir à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables.

